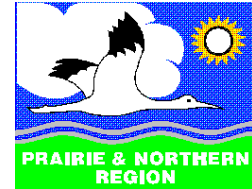




Environment Canada Environnement
Canada Canada



Demande de propositions

Numéro de référence : K4E21-13-0401

Date d'affichage : **le 12 novembre 2013**
Date de clôture : **le 26 novembre 2013**

Autorité contractante

Beth McCann
Agente principale des contrats
Environnement Canada, région des Prairies et du Nord
Immeuble Eastgate
9250, 49^e Rue Nord-Ouest
Edmonton (Alberta) T6B 1K5
Téléphone : 780-951-8843
Télécopieur : 780-495-5097
Courriel : beth.mccann@ec.gc.ca

Veillez nous faire parvenir votre proposition au plus tard le 26 novembre 2013 à 14 h (HAR). Toute proposition reçue après cette date et cette heure sera retournée sans être décachetée.
Environnement Canada se réserve le droit de rejeter n'importe laquelle des propositions soumises.

Cette demande est réservée aux fournisseurs autochtones conformément à la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones. Le soumissionnaire doit attester dans sa soumission qu'il est bien une entreprise autochtone ou une coentreprise admissible conforme à la définition de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones. De plus amples renseignements peuvent être obtenus en consultant le site Web d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada :
<http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100032802/1100100032803>

Ce marché est assujéti aux modalités de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN). Une copie de l'ARTN peut être obtenue sur le site d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada :
<http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100030601/1100100030602>.



TITRE

Formuler des processus d'élaboration des plans de gestion : inventaire des documents, détermination des lacunes en matière d'information, plan de gestion relatif à la formation et planification du travail quant à la gestion des refuges d'oiseaux migrateurs (ROM) et des réserves nationales d'espèces sauvages (RNES) du Nunavut.

CCAP : Comité de cogestion des aires protégées

ERAI : Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits

EQDR : Évaluation quantitative détaillée des risques

EC : Environnement Canada

ROM : Refuge d'oiseaux migrateurs

RNES : Réserve nationale d'espèces sauvages

AIR : Association inuite régionale

ORRF : Organisation régionale des ressources fauniques

NTI : Nunavut Tunngavik Inc.

CONTEXTE

Une Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits (ci-après « Entente ») couvrant dix réserves nationales de faune existantes et trois réserves nationales de faune et refuges d'oiseaux migrateurs qui sont proposés au Nunavut a été ratifiée en août 2008. La création de comités de cogestion des aires dans neuf collectivités du Nunavut constitue une importante caractéristique de l'Entente. Les comités de cogestion des aires sont chargés de la planification et de la gestion courante des aires de conservation sous leur gouverne. Voici les collectivités et les aires de conservation en question :

Aire de conservation (réserve nationale de faune et refuge d'oiseaux migrateurs)	Collectivité(s)
Réserve nationale de faune d'Akpait et réserve nationale de faune de Qaulluit	Qikiqtarjuaq
Refuge d'oiseaux migrateurs de l'île Bylot	Pond Inlet
Refuge d'oiseaux migrateurs de Dewey Soper	Cape Dorset
Refuge d'oiseaux migrateurs de East Bay et Refuge d'oiseaux migrateurs Harry Gibbons	Coral Harbour
Réserve nationale de faune Ninginganiq	Clyde River
Refuge d'oiseaux migrateurs de la rivière McConnell	Arviat



Réserve nationale de faune Nirjutiqarvik	Grise Fiord
Réserve nationale de faune de Polar Bear Pass, réserve nationale de faune de Prince Leopold Island et Refuge d'oiseaux migrateurs de l'île Seymour	Resolute Bay
Refuge d'oiseaux migrateurs du golfe Reine-Maud	Cambridge Bay, Gjoa Haven, Omingmaktok

Les travaux que doivent accomplir les comités de cogestion des aires sont récapitulés comme suit dans l'Entente :

3.2.3 Les comités de cogestion des aires devront :

- 1) conseiller le Ministre, s'il y a lieu, sur tous les aspects de la planification et de la gestion des réserves nationales de faune et des refuges d'oiseaux migrateurs, conformément au paragraphe 3.3 de la présente Entente;*
- 2) préparer, modifier et recommander des plans de gestion, conformément aux paragraphes 3.5 à 3.7 de la présente Entente;*
- 3) remplir les autres fonctions des comités de cogestion des aires qui sont énoncées dans l'Entente.*

3.3.4 Le rôle des comités de cogestion des aires consiste également à émettre des avis concernant :

- a) la stratégie et le plan d'action visant les réserves nationales de faune du Nunavut (paragraphe 3.4);*
- b) les plans de gestion (paragraphes 3.5 à 3.7);*
- c) les demandes de permis à la suite d'une étude d'impact de la réglementation (paragraphe 4.3);*
- d) le prélèvement de pierre à sculpter des réserves nationales de faune et des refuges d'oiseaux migrateurs (paragraphe 5.4);*
- e) les camps éloignés et les cabanes dans les réserves nationales de faune et les refuges d'oiseaux migrateurs (paragraphe 5.5);*
- f) les inventaires des ressources importantes pour les Inuits, y compris les projets touchant le patrimoine oral, les projets archéologiques et les toponymes en inuktitut (paragraphe 5.4 à 6.7);*
- g) la recherche dans les réserves nationales de faune et les refuges d'oiseaux migrateurs (paragraphe 10.2);*
- h) le rôle du Service canadien de la faune relativement à la protection des sites archéologiques, des artefacts et des spécimens, ainsi que des sites culturels importants pour les Inuits (paragraphe 11.3);*
- i) la gestion et la protection de la faune et de l'habitat faunique à l'intérieur d'une réserve nationale de faune ou d'un refuge d'oiseaux migrateurs (paragraphe 12.2);*
- j) la création d'une réserve nationale de faune ou d'un refuge d'oiseaux migrateurs, son agrandissement, la modification de son statut, la réduction de sa superficie ou sa suppression, selon le cas (paragraphes 13.3 et 13.5);*



k) l'utilisation par les visiteurs des réserves nationales de faune et des refuges d'oiseaux migrateurs, y compris les zones recommandées pour les visites guidées (paragraphe 14.2 et 14.4).

Le comité de cogestion des aires de la collectivité Isulijarnik de Cape Dorset, au Nunavut, est chargé d'élaborer un plan de gestion pour le Refuge d'oiseaux migrateurs de Dewey Soper. La compréhension des ressources fauniques et culturelles du Refuge d'oiseaux migrateurs de Dewey Soper que doit couvrir le plan de gestion constitue un point de départ clé.

Comme première étape, le comité de cogestion des aires souhaite passer en revue toutes les études et tous les documents qui sont disponibles sur le Refuge d'oiseaux migrateurs de Dewey Soper. Ensuite, il déterminera les lacunes dans les renseignements sur la faune nécessaires pour planifier la gestion.

Nunavut Tunngavik Inc., en vertu de l'Entente, a demandé l'élaboration d'un rapport relatif à l'héritage culturel des aires de conservation et aux documents d'interprétation pour le Refuge d'oiseaux migrateurs de Dewey Soper. Ce rapport devra être élaboré d'ici l'été 2013. Une fois l'inventaire des ressources culturelles terminé, le comité de cogestion des aires souhaiterait obtenir des copies de tous les rapports et documents identifiés dans le rapport des ressources culturelles pour la bibliothèque des documents de ressources du comité de cogestion des aires.

Conformément aux principes de l'Entente, la principale priorité du comité de cogestion des aires consistera à veiller à l'accroissement de la capacité locale. Par conséquent, il est souhaitable, autant que faire se peut, d'accomplir le travail de manière à permettre aux bénéficiaires de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut d'acquérir les compétences requises pour ce genre de travail.

OBJECTIF

Environnement Canada a besoin des services d'un entrepreneur qui travaillera avec cinq CCAP afin d'obtenir, d'examiner, de résumer et d'organiser des informations et de cerner les lacunes en matière d'information relatives à la planification de la gestion effectuée par les CCAP pour chacune des huit aires de conservation.

Une fois cette tâche accomplie, un atelier de planification de gestion sera offert dans chaque aire de conservation pour :

1. Aider le CCAP à tenir compte des concepts et des décisions requises pour la progression de son plan de gestion, conformément au modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC.
2. Aider le CCAP à examiner et à prendre des décisions au sujet des besoins en matière d'information et des priorités relatives au plan de gestion en fonction d'une bibliographie descriptive, des lacunes déterminées et des modèles de plan



de gestion d'aire protégée d'EC remplis à l'intention du CCAP dans le cadre de la première série de produits livrables pour ce projet.

3. Familiariser le CCAP avec la vision de la zone protégée et l'établissement d'objectifs à son sujet, en plus de discuter des processus de mobilisation communautaire pour que ceux-ci s'appliquent à l'élaboration de plans de gestion d'une RNES ou d'un ROM.

Environnement Canada souhaite attribuer un seul contrat. Toutefois, si aucun soumissionnaire ne peut effectuer toutes les tâches énumérées dans l'Énoncé des travaux, EC pourrait attribuer plusieurs contrats.

Les cinq CCAP et les huit aires de conservation visées par ce contrat sont :

1. Cape Dorset, Nunavut, CCAP Isulijarnik (ROM de Dewey Soper)
2. Grise Fiord, Nunavut, CCAP ne portant pas encore de nom (RNES de Nirjutiqarvik)
3. Coral Harbour, Nunavut, CCAP ne portant pas encore de nom (ROM d'East Bay et ROM d'Harry Gibbons)
4. Resolute Bay, Nunavut, CCAP ne portant pas encore de nom (ROM de Prince Leopold, ROM de Seymour Island et RNES de Polar Bear Pass)
5. Pond Inlet, Nunavut, CCAP ne portant pas encore de nom (ROM de Sirmilik)

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra exécuter les tâches suivantes.

Pour chacune des aires de conservation :

ÉTAPE 1 : Bibliographie descriptive et cueillette de renseignements pour les archives documentaires

Les tâches 1 à 4 seront amorcées, mais en raison de la nature du flux d'information, on s'attend à un flux initial au début du projet, puis à des flux successifs tout au long du projet (suivant la disponibilité de l'information) afin d'alimenter la bibliothèque descriptive et les annexes.

1. Mener un examen de la documentation et cerner les rapports et les documents portant sur les ressources liées à l'environnement, à la faune et à l'habitat faunique.
2. Rédiger une bibliographie descriptive contenant les éléments suivants :
 - a) le titre du document, son auteur et l'année de publication;
 - b) l'année au cours de laquelle les travaux à la zone visée ont été exécutés et, si possible, le nom des membres de la collectivité qui ont participé;



- c) une description du projet ou de l'étude (c.-à-d. la raison d'être du projet ou de l'étude et le lieu de l'exécution);
 - d) un court résumé des principales constatations se rapportant aux ressources environnementales, fauniques et des habitats fauniques du ROM ou de la RNES.
3. Obtenir des copies des rapports et des documents requis et constituer des archives documentaires (c.-à-d. des copies papier et des copies électroniques qui seront stockées sur un disque dur externe fourni par l'entrepreneur).
- a) L'ensemble des rapports, documents et photographies d'archives recueillis dans le cadre de ce marché seront rassemblés et classés de manière à être facilement accessibles pour le CCAP et à pouvoir ajouter facilement de nouveaux documents. Le disque dur sera remis au représentant du Ministère.
 - b) L'entrepreneur doit prendre note que, dans les cas où une source d'information a été déterminée, mais qu'il est difficile d'y accéder ou de la résumer dans le contexte du présent marché (p. ex., transcriptions ou enregistrements sur bande d'un élément du patrimoine oral), le représentant du Ministère, en collaboration avec le CCAP, déterminera si cette source d'information doit ou non être considérée comme une « lacune en matière d'information » en vue de son examen ultérieur. Dans de tels cas, l'entrepreneur communiquera avec le représentant du Ministère pour confirmer les mesures à prendre.
 - c) En consultant le rapport de NTI sur les ressources culturelles du ROM/de la RNES, obtenir, si elles sont disponibles, des copies des références et des autres sources d'information figurant dans la bibliographie descriptive et les archives documentaires.

L'étape 1 comprend une recherche documentaire et des discussions avec les personnes-ressources pertinentes, notamment :

- a. Les organisations et les résidents locaux détenant des connaissances au sujet des activités de recherche antérieures pour le ROM ou la RNES;
- b. Les employés D'EC et la littérature grise;
- c. Les employés de l'association inuite régionale (AIR) ou de l'organisation régionale des ressources fauniques (ORRF);
- d. Le Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut;
- e. La Fiducie du patrimoine inuit;
- f. Archives nationales du Canada, Fiducie du patrimoine du Prince de Galles;
- g. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) ou d'autres ministères fédéraux et chercheurs universitaires qui connaissent bien la région;
- h. Les renseignements fournis par les résidents et les organismes locaux inuits et de gestion des ressources pourraient aider à trouver les sources d'information sur les études qui ont été réalisées dans la région du ROM ou de la RNES en question.

**ÉTAPE 2 : Détermination des lacunes et ébauche du modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC.**

1. L'entrepreneur commencera à déterminer les lacunes en matière d'information et à remplir le modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC en anglais.
 - a. Le modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC contient les éléments nécessaires au plan de gestion de toute aire protégée. À l'aide de la documentation et des données recueillies à l'étape 1, l'entrepreneur remplit le modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC.
 - b. Les sections du modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC qui pourraient être pertinentes sont : « Description de l'aire protégée », « Ressources écologiques » et « Défis et pressions en matière de gestion ». De plus, l'entrepreneur commencera le processus de détermination des lacunes en matière d'information relatives au plan de gestion.
 - c. Ce rapport inclura des cartes et des photographies (si disponibles) du ROM ou de la RNES applicable, afin de bien montrer où se situent, au sein du ROM ou de la RNES, les renseignements disponibles sur les ressources fauniques (et culturelles, si disponibles) ainsi que la nature de ces renseignements.

2. L'entrepreneur présentera les résultats au CCAP et recueillera des renseignements supplémentaires sur les lacunes et les autres ressources.
 - a. L'entrepreneur assistera (par conférence téléphonique) à une réunion du CCAP (date exacte à déterminer) pour présenter la bibliographie descriptive, le modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC rempli et les lacunes en matière d'information déterminées. La présentation serait préférablement effectuée en inuktitut, mais on peut faire appel à un interprète au besoin (EC fournira l'interprète). Les aides visuelles appropriées pour un public constitué d'interlocuteurs qui ne parlent que l'inuktitut seront fournies à l'avance par EC. Les commentaires émis par les participants à cette réunion serviront à parachever le rapport.
 - b. Cet exposé se fera au moyen d'une présentation PowerPoint, qui devra être disponible en anglais et en inuktitut. EC se chargera de la traduction de l'ensemble du matériel de présentation. Pour le moment, le CCAP communiquera les renseignements et déterminera l'information sur les principales ressources fauniques et culturelles du ROM qui est manquante et devrait être recueillie pour appuyer le processus de planification de la gestion.
 - c. La présentation procure l'occasion de mieux faire comprendre le processus de planification de la gestion au CCAP pour s'assurer qu'il mette l'accent sur les besoins en matière d'information pertinents dans le cadre de l'élaboration d'un plan de gestion.
 - d. À la fin de l'étape 2, les informations disponibles seront inscrites au modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC. L'ébauche de la bibliographie descriptive aura été envoyée au CCAP, et des discussions à son sujet auront eu lieu. Les lacunes en matière d'information seront déterminées et priorisées, et les mesures pour combler les lacunes prioritaires feront l'objet d'un rapport. Les



efforts pour obtenir les documents ciblés à l'étape 1, mais qui n'étaient pas disponibles se poursuivent.

ÉTAPE 3

Atelier sur la planification de la gestion

1. En s'appuyant sur les activités et les extraits amorcés lors des étapes 1 et 2, l'entrepreneur animera un atelier avec chaque CCAP pour l'aider à déterminer comment les renseignements disponibles et les lacunes en matière d'information seront utilisés dans le cadre du plan de gestion et lui permettre de comprendre et de cerner les mesures à prendre pour remplir toutes les sections du modèle de plan de gestion.
2. Formule de l'atelier et caractéristiques :
 - a. L'entrepreneur devra concevoir et présenter l'atelier;
 - b. L'entrepreneur devra donner l'atelier en anglais, et fournir aux participants des documents écrits bilingues (anglais et inuktitut). EC se chargera de la traduction de tous les documents écrits;
 - c. L'entrepreneur devra concevoir un atelier comprenant des activités interactives de groupe, des exercices pratiques concrets et des exposés magistraux.
 - d. L'entrepreneur s'inspirera du matériel de présentation (cartes, affiches, etc.) conçu dans le cadre d'ateliers similaires offerts à des CCAP pour créer des aides visuelles adaptées aux membres du CCAP et au contexte de l'aire protégée en question. Tous les documents doivent être rédigés en « langage clair ».
3. Résultats de l'atelier

À la fin de l'atelier :

- a. Les membres du CCAP doivent comprendre les fonctions et les composantes d'un plan de gestion et en quoi consiste un plan de gestion.
- b. Le CCAP doit connaître les résultats de la bibliographie descriptive et les rapports sur les lacunes en matière d'information de leur ROM ou RNES, cerner les renseignements les plus importants dans le cadre du plan de gestion et rédiger une liste des lacunes en matière d'information devant prioritairement faire partie du plan de gestion.
- c. Le CCAP doit avoir une compréhension générale de la vision et des objectifs liés aux aires protégées, de leur importance et de leur pertinence quant à la planification de la gestion. Il doit aussi connaître les menaces et les défis de gestion et savoir comment déterminer les mesures à prendre pour prioriser les menaces de gestion et les régler.
- d. Le CCAP doit être en mesure de planifier la participation souhaitée du public dans l'élaboration de la vision et des objectifs et de la gestion des menaces et des mesures à prendre relativement à son ROM ou sa RNES.

**Responsabilités d'Environnement Canada**

1. Environnement Canada fournira les documents suivants :
 - a. Le modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC;
 - b. Des copies des documents pertinents dont dispose EC relativement au ROM ou à la RNES;
 - c. Le rapport sur l'inventaire culturel du ROM ou de la RNES de NTI, le cas échéant.
2. Environnement Canada fera des commentaires et formulera des conseils au besoin.
3. Environnement Canada examinera le contenu et le matériel proposé dans le cadre de l'atelier et fera des commentaires.
4. Environnement Canada examinera l'ébauche de bibliographie descriptive et le rapport sur les lacunes en matière d'information, et fera des commentaires.
5. Environnement Canada fournira les locaux pour l'atelier.
6. Environnement Canada fournira le rétroprojecteur.
7. Environnement Canada fournira les services d'interprétation dans le cadre de l'atelier.
8. Environnement Canada offrira les services d'accueil (rafraîchissements et collations pour les pauses du matin et de l'après-midi) dans le cadre de l'atelier.
9. Environnement Canada fera traduire en inuktitut les documents de l'atelier (présentation PowerPoint et documents) fournis par l'entrepreneur.

LIVRABLES

Tous les produits livrables doivent être présentés en anglais. Les dates exactes seront déterminées lors de l'attribution du contrat.

Pour tous les CCAP (voir le tableau X ci-dessous)

1. Bibliographie descriptive
 - a. une copie papier
 - b. une copie électronique (Word)
 - c. une copie en format PDF
2. Archives documentaires
 - a. une copie papier
 - b. une copie électronique (Word)
 - c. une copie en format PDF
3. Ébauche du modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC rempli et du rapport sur les lacunes en matière d'information



- a. une copie papier
 - b. une copie électronique (Word)
 - c. une copie en format PDF
 - d. Fichiers shapefiles de SIG et cartes, le cas échéant
4. Participer à une réunion du CCAP (par conférence téléphonique) pour présenter les livrables 1 et 3 et obtenir des commentaires et des conseils.
5. Version finale du modèle de plan de gestion d'aire protégée d'EC et du rapport sur les lacunes en matière d'information (modèle rempli, copie de la bibliographie descriptive et archives documentaires)
- e. une copie papier
 - f. une copie électronique (Word)
 - g. une copie en format PDF
 - h. Fichiers de formes (Shapefiles) et cartes, le cas échéant
6. Atelier sur la planification de la gestion
- 1) Un aperçu du contenu de l'atelier, avec quelques exemples de matériel visuel et une ébauche de l'ordre du jour.
 - 2) Animation et présentation de l'atelier. Doit avoir lieu au plus tard le (voir le tableau X).
 - 3) Ébauche du rapport sur les résultats de l'atelier. Doit être remis au plus tard six semaines après la tenue de l'atelier (voir les calendriers individuels des CCAP ci-dessous).
 - 4) Rapport final sur les résultats de l'atelier. Doit être remis au plus tard le 31 mars 2015.

(Les dates exactes seront déterminées lors de l'attribution du contrat)

<u>TABLEAU X</u>	<u>Étape 1 – recherche documentaire, demandes de documents, modèle de rapport de projet</u>	<u>Étape 2 – examen du modèle, détermination des lacunes (conférence téléphonique avec le CCAP)</u>	<u>Étape 3 – modèle rempli, atelier sur la planification de la gestion (en personne), rapport final</u>
<u>Cape Dorset</u>	<u>À déterminer à février 2014</u>	<u>Hiver 2014</u>	<u>Automne 2014</u>
<u>Grise Fiord</u>	<u>À déterminer à février 2014</u>	<u>Hiver 2014</u>	<u>Automne 2014</u>
<u>Coral Harbour</u>	<u>À déterminer à février 2014</u>	<u>Hiver 2014</u>	<u>Automne 2014</u>
<u>Resolute Bay</u>	<u>À déterminer à février 2014</u>	<u>Printemps 2014</u>	<u>Hiver 2015</u>
<u>Pond Inlet</u>	<u>À déterminer à février 2014</u>	<u>Automne 2014</u>	<u>Hiver 2015</u>

REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE



Chaque aire de conservation aura un représentant du Ministère qui sera la personne-ressource principale. Une autre personne-ressource sera nommée substitut général pour toutes les aires de conservation.

Substitut général : à déterminer

Pour Isulijarnik : à déterminer

Pour Grise Fiord : à déterminer

Pour Coral Harbour : à déterminer

Pour Resolute Bay : à déterminer

Pour Pond Inlet : à déterminer

Chaque représentant du Ministère nommé ci-dessus servira de personne-ressource à l'entrepreneur; il vérifiera que la réalisation des travaux répond aux exigences de l'Énoncé des travaux. Tous les livrables et les factures seront envoyés au représentant du Ministère nommé ci-dessus.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Environnement Canada souhaite que les connaissances traditionnelles autochtones demeurent la propriété de ceux qui la détiennent et que les propriétaires aient un pouvoir de gestion et de contrôle sur la manière dont ces connaissances sont acquises, enregistrées, utilisées et conservées pour les générations futures. Par conséquent, toute propriété intellectuelle concernant l'acquisition et l'enregistrement des connaissances traditionnelles autochtones demeurent la propriété de la partie qui fournit ces renseignements. L'entrepreneur déploiera tous les efforts pour s'assurer que le savoir traditionnel autochtone est enregistré fidèlement et conformément à la vision et aux attentes du propriétaire. Ni l'entrepreneur, ni la Couronne ne pourront réclamer des droits de propriété intellectuelle sur ce savoir. L'entrepreneur devra obtenir de la part de la partie à l'origine, un permis pour ce savoir traditionnel autochtone, suffisant pour octroyer à la Couronne un permis non exclusif, perpétuel, irrévocable, international, payé et libre de redevance lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle propres au savoir traditionnel autochtone investis par le propriétaire, mais pouvant limiter son exploitation.

Dans le cas des autres droits, à l'exclusion de la propriété intellectuelle, liés à l'enregistrement et la conservation du savoir traditionnel autochtone, l'entrepreneur sera le propriétaire de la propriété intellectuelle d'aval découlant des travaux prévus au contrat dans le but d'octroyer un permis non exclusif, perpétuel, irrévocable, international, payé et libre de redevance d'exercer les droits de propriété intellectuelle probablement investis par l'entrepreneur, mais pouvant limiter l'exploitation commerciale par la Couronne.

**MODALITÉS DE PAIEMENT****Aire 1 Cape Dorset : Valeur estimée totale à déterminer**

1. 20 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 1 et 3.
2. 30 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 4 et 5.
3. 50 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 2 et 6.

Aire 2 Grise Fiord : Valeur estimée totale à déterminer

1. 20 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 1 et 3.
2. 30 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 4 et 5.
3. 50 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 2 et 6.

Aire 3 Coral Harbour : Valeur estimée totale à déterminer

1. 20 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 1 et 3.
2. 30 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 4 et 5.
3. 50 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 2 et 6.

Aire 4 Resolute Bay : Valeur estimée totale à déterminer

1. 20 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 1 et 3.
2. 30 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 4 et 5.
3. 50 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 2 et 6.

Aire 5 Pond Inlet : Valeur estimée totale à déterminer

1. 20 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 1 et 3.
2. 30 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 4 et 5.
3. 50 % de la valeur totale au moment de la réception des livrables 2 et 6.

MÉTHODE DE PAIEMENT

Après avoir examiné les travaux effectués et avoir reçu un maximum de trois factures par aire de conservation, un paiement maximal de **(montant à déterminer) \$** sera effectué.

ÉVALUATION DES PROPOSITIONS ET ATTRIBUTION DU CONTRAT

Les propositions seront évaluées conformément aux critères figurant à l'Annexe A – Critères d'évaluation des soumissions.

La sélection du ou des entrepreneurs sera fondée sur la « meilleure valeur globale » pour l'État en matière de mérite technique et de coût; le soumissionnaire conforme dont



le prix global est le plus bas se verra attribuer un contrat. Environnement Canada a l'intention d'attribuer un seul contrat.

Si aucun entrepreneur ne peut effectuer à lui seul toutes les tâches énoncées dans l'Énoncé des travaux ci-dessus, plusieurs contrats pourront être accordés selon le plus bas soumissionnaire pour chaque aire de conservation.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Les demandes de renseignements relatives à ce projet doivent être soumises **par écrit**, uniquement à l'agent des Services contractuels dont le nom figure sur la page couverture de la présente DP, **au moins trois jours avant la date de clôture indiquée**.

Pour assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, la représentante du Ministère communiquera simultanément à tous les soumissionnaires auxquels cet appel d'offres a été adressé :

- toute information concernant les demandes de renseignements importantes qui ont été reçues;
- les réponses à ces demandes de renseignements, sans mention des sources.

Les demandes de renseignements ou autres communications adressées au Ministère au cours de l'appel de propositions et de la période d'évaluation doivent être adressées uniquement à la représentante du Ministère dont le nom figure sur la page couverture de la présente demande de propositions. **Le non-respect de cette condition au cours de l'appel de propositions et de la période d'évaluation pourrait constituer une raison suffisante de rejeter la proposition.**

Conditions générales

2035 01 (2013-04-25) Interprétation

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« articles de convention » désigne les clauses et conditions reproduites en entier ou incorporées par renvoi à partir du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* pour former le corps du contrat; cela ne comprend pas les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires, les annexes, la soumission de l'entrepreneur, ou tout autre document;

« autorité contractante » désigne la personne désignée comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour représenter le Canada dans l'administration du contrat;

« biens de l'État » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est payé par le Canada en vertu du contrat;



« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre ou, s'il y a lieu, un ministre auquel le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a délégué ses pouvoirs ou ses fonctions et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre;

« contrat » désigne les articles de convention, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes et tout autre document intégré par renvoi, tous tels que modifiés de temps à autre avec le consentement des parties;

« coût » désigne le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 en vigueur à la date de la demande de soumissions ou, s'il n'y a pas eu de demande de soumissions, à la date du contrat;

« Coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) » à la page 1 du contrat ou modification au contrat signifie un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le prix contractuel, ou le prix contractuel révisé, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le prix contractuel et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« entrepreneur » désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir au Canada des biens, des services ou les deux;

« partie » désigne le Canada ou l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat; « parties » désigne l'ensemble de ceux-ci;

« prix contractuel » désigne la somme mentionnée au contrat payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant les taxes applicables;

« spécifications » désigne la description des exigences essentielles, fonctionnelles ou techniques liées aux travaux, y compris les procédures permettant de déterminer si les exigences ont été respectées.

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013;

« travaux » désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat.

2035 02 (2008-05-12) Clauses et conditions uniformisées

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C. 1996, ch. 16, les clauses et conditions identifiées par un numéro, une date et un titre dans le contrat sont incorporées par renvoi et font partie intégrante du contrat comme si elles y étaient formellement reproduites.

**2035 03 (2008-05-12) Pouvoirs du Canada**

Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.

2035 04 (2008-05-12) Situation juridique de l'entrepreneur

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou mandat entre le Canada et l'autre ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

2035 05 (2012-03-02) Exécution des travaux

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
 - a. il a la compétence pour exécuter les travaux;
 - b. il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux; et
 - c. il a les qualifications nécessaires, incluant la connaissance, les aptitudes, le savoir faire et l'expérience, et l'habileté de les utiliser efficacement pour exécuter les travaux.
2. L'entrepreneur doit :
 - a. exécuter les travaux de manière diligente et efficace;
 - b. sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
 - c. au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du contrat;
 - d. sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;
 - e. exécuter les travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du contrat;
 - f. surveiller la réalisation des travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le contrat.



3. Les travaux ne doivent pas être exécutés par des personnes qui, de l'avis du Canada, sont incompetentes ou ne se sont pas conduites convenablement ou de façon appropriée.
4. Tous les services rendus en vertu du contrat devront, au moment de l'acceptation, libres de vices d'exécution et qu'ils satisfont aux exigences du présent contrat. Si l'entrepreneur doit corriger ou remplacer les travaux ou une partie de ceux-ci, il le fait à ses frais.
5. L'entrepreneur ne peut pas utiliser les installations, l'équipement ou le personnel du Canada pour exécuter les travaux à moins que le contrat le prévoit explicitement. L'entrepreneur doit le faire savoir d'avance à l'autorité contractante s'il doit avoir accès aux installations, à l'équipement ou au personnel du Canada pour exécuter les travaux. L'entrepreneur doit accepter de se conformer, et doit voir à ce que ses employés et ses sous-traitants se conforment, à tous les ordres permanents, mesures de sécurité, politiques et autres règles en vigueur à l'emplacement des travaux.
6. L'entrepreneur ne doit pas arrêter ou suspendre l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux en attendant le règlement de toute dispute entre les parties concernant le contrat, sauf lorsque l'autorité contractante lui ordonne de le faire en vertu de l'article 28.
7. L'entrepreneur doit fournir tous les rapports exigés en vertu du contrat et toute autre information que le Canada peut raisonnablement exiger de temps à autre.
8. L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux. Le Canada ne sera pas responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires si l'entrepreneur suit tout conseil donné par le Canada, sauf si l'autorité contractante fournit le conseil par écrit à l'entrepreneur incluant une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

2035 06 (2010-01-11) Contrats de sous-traitance

1. À l'exception de ce qui est prévu au paragraphe 2, l'entrepreneur doit obtenir le consentement écrit de l'autorité contractante avant de sous-traiter ou de permettre la sous-traitance de toute partie des travaux. Un contrat de sous-traitance comprend un contrat conclu par un sous-traitant à tout échelon en vue d'exécuter toute partie des travaux.
2. L'entrepreneur n'est pas obligé d'obtenir un consentement pour des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat. L'entrepreneur peut également, sans le consentement de l'autorité contractante :
 - a. acheter des produits courants en vente libre dans le commerce, ainsi que des articles et des matériaux produits par des fabricants dans le cours normal de leurs affaires;



- b. sous-traiter toute partie des travaux qu'il est d'usage de sous-traiter dans l'exécution de contrats semblables; et
 - c. permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les alinéas a) et b).
3. Pour tout autre contrat de sous-traitance qui n'est pas visé à l'alinéa 2.a), l'entrepreneur doit s'assurer, sauf avec le consentement écrit de l'autorité contractante, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis de l'autorité contractante, ne sont pas moins avantageuses pour le Canada que les conditions du contrat.
4. Le consentement donné à la conclusion d'un contrat de sous-traitance ne libère pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat et n'a pas pour effet d'engager la responsabilité du Canada envers un sous-traitant. L'entrepreneur demeure entièrement responsable des affaires ou choses faites ou fournies par tout sous-traitant en vertu du contrat ainsi que de la rémunération des sous-traitants pour toute partie des travaux qu'ils effectuent.

2035 07 (2008-05-12) Spécifications

1. Toute spécification fournie par le Canada ou au nom du Canada à l'entrepreneur en relation avec le contrat appartient au Canada et ne doit être utilisée par l'entrepreneur qu'en vue d'exécuter les travaux.
2. Si le contrat stipule que les spécifications fournies par l'entrepreneur doivent être approuvées par le Canada, cette approbation ne relève pas l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

2035 08 (2008-05-12) Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié au contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :
 - a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.



3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

2035 09 (2008-05-12) Rigueur des délais

Il est essentiel que les travaux soient exécutés dans les délais prévus au contrat.

2035 10 (2008-05-12) Retard justifiable

1. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui :
 - a. est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;
 - b. ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;
 - c. ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur; et
 - d. est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur.

sera considéré un « retard justifiable » si l'entrepreneur informe l'autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les quinze (15) jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.

2. Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.
3. Toutefois, au bout de trente (30) jours ou plus de retard justifiable, l'autorité contractante peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard justifiable. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est



attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.

5. Si le contrat est résilié en vertu du présent article, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur livre au Canada, selon les modalités et dans les mesures prescrites par l'autorité contractante, toutes les parties complétées des travaux qui n'ont pas été livrées ni acceptées avant la résiliation, de même que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit expressément dans l'exécution du contrat. Le Canada paiera l'entrepreneur :
 - a. la valeur, calculée en fonction du prix contractuel, incluant la quote-part du profit ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix contractuel, de l'ensemble de toutes les parties des travaux complétés qui sont livrés et acceptés par le Canada, et
 - b. le coût de l'entrepreneur que le Canada juge raisonnable en ce qui concerne toute autre chose livrée au Canada et acceptée par ce dernier.

Le total des sommes versées par le Canada en vertu du contrat jusqu'à sa résiliation et toutes sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent pas dépasser le prix contractuel.

2035 11 (2008-05-12) Inspection et acceptation des travaux

1. Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur doit permettre aux représentants du Canada, en tout temps durant les heures de travail, d'accéder à tous les lieux où toute partie des travaux est exécutée. Les représentants du Canada peuvent procéder à leur gré à des examens et à des vérifications. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide, les locaux, tous les échantillons, pièces d'essai et documents que les représentants du Canada peuvent raisonnablement exiger pour l'exécution de l'inspection. L'entrepreneur doit expédier lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par le Canada.
3. L'entrepreneur doit inspecter et approuver toute partie des travaux avant de le soumettre pour acceptation ou livraison au Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre des inspections à la fois précis et complet qu'il doit mettre à la disposition du Canada, sur demande. Les représentants du Canada peuvent tirer des copies et des extraits des registres pendant l'exécution du contrat et pendant une période maximale de trois ans après la fin du contrat.

**2035 12 (2013-03-21) Présentation des factures**

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au présent contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
 - a. la date, le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les biens livrables/la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client (NRC), le numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) et le ou les codes financiers;
 - b. des renseignements sur les dépenses (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas) conformément à la base de paiement, excluant les taxes applicables;
 - c. les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
 - d. le report des totaux, s'il y a lieu; et
 - e. s'il y a lieu, le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous les autres frais supplémentaires.
3. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondant émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

2035 13 (2013-03-21) Taxes

1. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
2. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
3. L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou



consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

4. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.
5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada

En vertu de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le [Règlement de l'impôt sur le revenu](#), le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de [l'Agence du revenu du Canada](#). Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

2035 14 (2010-01-11) Frais de transport

Si des frais de transport sont payables par le Canada en vertu du contrat et que l'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture.

2035 15 (2010-01-11) Responsabilité du transporteur

La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou de taxation à la valeur pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (selon le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

2035 16 (2012-07-16) Période de paiement

1. La période normale de paiement du Canada est de trente (30) jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31^e jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement, conformément à l'article 17.
2. Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le



Canada avisera l'entrepreneur dans les quinze (15) jours suivant la réception. La période de paiement de trente (30) jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut du Canada d'aviser l'entrepreneur dans les quinze (15) jours n'aura pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 1 servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

2035 17 (2008-12-12) Intérêt sur les comptes en souffrance

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;

« en souffrance » désigne la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément au contrat;

« taux d'escompte » désigne le taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

« taux moyen » désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement;

2. Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser le Canada pour que l'intérêt soit payable.
3. Le Canada versera des intérêts conformément à cet article seulement si le Canada est responsable du retard à payer l'entrepreneur. Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

2035 18 (2008-05-12) Conformité aux lois applicables

1. L'entrepreneur doit se conformer aux lois applicables à l'exécution du contrat. Sur demande raisonnable du Canada, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.
2. L'entrepreneur doit obtenir et tenir à jour à ses propres frais tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Sur demande de l'autorité contractante, il doit remettre au Canada une copie de tout permis, licence, approbation réglementaire ou certification exigé.

**2035 19 (2008-05-12) Droit de propriété**

1. Sauf disposition contraire dans le contrat, le droit de propriété sur les travaux ou toute partie des travaux appartient au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte du Canada.
2. Toutefois lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard des travaux, notamment au moyen de paiements progressifs ou d'étape, le droit de propriété relié aux travaux ainsi payés est transféré au Canada au moment du paiement. Ce transfert du droit de propriété ne constitue pas l'acceptation des travaux ou de toute partie des travaux par le Canada ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
3. Malgré tout transfert du droit de propriété, l'entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des travaux ou toute partie des travaux jusqu'à la livraison au Canada conformément au contrat. Même après la livraison, l'entrepreneur demeure responsable de toute perte ou endommagement causé par l'entrepreneur ou tout sous-traitant.
4. Lorsque le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux est transféré au Canada, l'entrepreneur doit établir, à la demande du Canada, que ce titre est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et signer les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige le Canada.

2035 20 (2008-05-12) Droits d'auteur

Dans cette section, le mot « matériel » désigne tout ce qui est créé par l'entrepreneur dans le cadre du travail prévu au contrat, qui doit, selon le contrat, être livré au Canada, et qui est protégé par un droit d'auteur. Le mot « matériel » ne comprend pas quelque chose qui a été créé par l'entrepreneur avant la date du contrat.

Le Canada est titulaire du droit d'auteur sur le matériel, et l'entrepreneur doit apposer sur le matériel le symbole du droit d'auteur et l'un ou l'autre des avis qui suivent: © Sa Majesté la Reine du chef du Canada (année) ou © Her Majesty the Queen in right of Canada (year).

L'entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier quelque matériel que ce soit, sauf si cela est nécessaire à l'exécution du contrat. L'entrepreneur doit signer l'acte de transfert et les autres documents relatifs au droit d'auteur sur le matériel qui sont exigés par le Canada.

L'entrepreneur devra fournir, à la demande du Canada, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, de forme acceptable pour le Canada, de la part de chaque auteur qui a contribué au matériel. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur du matériel, il renonce définitivement à ses droits moraux relativement au matériel.

**2035 21 (2008-05-12) Traduction de la documentation**

L'entrepreneur convient que le Canada peut traduire dans l'autre langue officielle toute documentation qui lui a été livrée par l'entrepreneur et qui n'appartient pas au Canada en vertu de l'article 20. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir une traduction à l'entrepreneur. Le Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur et tout avis de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou d'autres problèmes qui pourraient être causés par la traduction.

2035 22 (2008-05-12) Confidentialité

1. L'entrepreneur doit garder confidentiel tous les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci appartient au Canada en vertu du contrat. L'entrepreneur ne doit pas divulguer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Canada. L'entrepreneur peut divulguer à un sous-traitant tous les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à les garder confidentiels et à ne les utiliser que pour exécuter le contrat de sous-traitance.
2. L'entrepreneur consent à n'utiliser les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada qu'aux seules fins du contrat. L'entrepreneur reconnaît que ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit remettre, à la fin des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du contrat ou à tout autre moment antérieur à la demande du Canada, tous ces renseignements ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note dans lesquels figurent ces renseignements.
3. Sous réserve de la [Loi sur l'accès à l'information](#), L.R., 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne doit pas communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat qui appartient à l'entrepreneur ou un sous-traitant.
4. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :
 - a. ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie; ou
 - b. ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers l'autre partie à ne pas les communiquer; ou



- c. ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.
5. Dans la mesure du possible l'entrepreneur doit indiquer ou marquer tout renseignement protégé par des droits de propriété intellectuelle qui ont été livrés au Canada en vertu du contrat comme étant la « propriété de (nom de l'entrepreneur), utilisations permises au gouvernement en vertu du contrat no (inscrire le numéro du contrat de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada [TPSGC]) ». Le Canada n'est pas responsable de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée des renseignements qui auraient pu être ainsi marqués ou identifiés et qui ne l'ont pas été.
6. Si le contrat, les travaux ou tout renseignement mentionné au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures qui sont raisonnablement nécessaires à la sauvegarde du matériel ainsi identifié, incluant les mesures que prévoient le Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC et ses suppléments ainsi que les autres directives du Canada.
7. Si le contrat, les travaux ou un renseignement visé au paragraphe 1 sont identifiés TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ par le Canada, les représentants du Canada peuvent, à des fins de sécurité, inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant à tout échelon de la sous-traitance à tout moment pendant la durée du contrat. L'entrepreneur doit se conformer et faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Canada relativement à tout matériel ainsi identifié, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent et fournissent une déclaration concernant les vérifications de fiabilité, les autorisations de sécurité et autres mesures.

2035 23 (2008-05-12) Biens de l'État

1. L'entrepreneur doit utiliser les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ces biens demeurent la propriété du Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre comptable adéquat de tous les biens de l'État et, si possible, les identifier comme des biens appartenant au Canada.
2. L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Tous les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux doivent être retournés au Canada sur demande. Tous les résidus et toutes les matières de rebut, les articles ou choses qui sont des biens de l'État demeurent la propriété du Canada et l'entrepreneur ne peut en disposer que conformément aux directives du Canada, sauf disposition contraire dans le contrat.



4. À la fin du contrat et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada l'inventaire de tous les biens de l'État se rapportant au contrat.

2035 24 (2008-05-12) Responsabilité

L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat.

2035 25 (2008-05-12) Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances.

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que :
 - a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
 - c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou



- d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :
- prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
 - modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
 - reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

2035 26 (2008-05-12) Modification et renonciations

- Pour être en vigueur, toute modification du contrat doit être faite par écrit par l'autorité contractante et le représentant autorisé de l'entrepreneur.
- Bien que l'entrepreneur puisse discuter de modifications proposées aux travaux avec d'autres représentants du Canada, ce dernier n'assumera le coût de toute modification que si elle est intégrée au contrat conformément au paragraphe 1.
- Une renonciation n'est valable, ne lie les parties et ne modifie leurs droits que lorsqu'elle est faite par écrit par l'autorité contractante, dans le cas d'une renonciation



du Canada, et par le représentant autorisé de l'entrepreneur, dans le cas d'une renonciation de l'entrepreneur.

4. La renonciation par une partie à exercer un recours pour inexécution de toute condition du contrat ne doit pas être interprétée comme une renonciation pour toute inexécution subséquente et en conséquence n'empêchera pas cette partie d'exiger l'exécution de cette condition lors d'une inexécution subséquente.

2035 27 (2008-05-12) Cession

1. L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Toute cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet. La cession entrera en vigueur suite à l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

2035 28 (2008-05-12) Suspension des travaux

1. L'autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat et ce, pour une période d'au plus de cent quatre-vingts (180) jours. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever les travaux ou une partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Au cours de la période de cent quatre-vingts (180) jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre ou résilier le contrat, en totalité ou en partie, conformément à l'article 29, ou à l'article 30.
2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être remboursé des coûts supplémentaires engagés en raison de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que l'autorité contractante ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur doit reprendre dès que possible les travaux conformément au contrat. Si la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que l'autorité contractante estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant. Les justes redressements seront apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

**2035 29 (2008-05-12) Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Si l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat, l'autorité contractante peut, après avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante.
2. Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.
3. Si le Canada donne un avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article. L'entrepreneur demeure redevable envers le Canada des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, l'autorité contractante peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'elle précise, toute partie des travaux exécutés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat. Dans ce cas, moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paiera à l'entrepreneur ou portera à son crédit :
 - a. la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été complétées et livrées au Canada et que le Canada a acceptées; et
 - b. le coût, pour l'entrepreneur, que le Canada juge raisonnable à l'égard de toute autre chose qui a été livrée au Canada et que le Canada a acceptée.

Les sommes versées par le Canada en vertu du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.



5. Le titre de propriété sur tout ce qui est payé à l'entrepreneur appartient au Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il n'appartienne déjà au Canada en vertu d'une autre disposition du contrat.
6. Si le contrat est résilié pour manquement en vertu du paragraphe 1 et que l'on détermine plus tard que la résiliation pour manquement n'était pas fondée, l'avis sera considéré constituer un avis de résiliation pour raisons de commodité émis en vertu du paragraphe 1 de l'article 30.

2035 30 (2008-05-12) Résiliation pour raisons de commodité

1. L'autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des travaux, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences prévus dans l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie seulement, l'entrepreneur doit poursuivre l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.
2. Si un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur aura le droit d'être payé les coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat compte tenu qu'il n'a pas déjà été payé ou remboursé par le Canada. L'entrepreneur sera payé :
 - a. sur la base du prix contractuel, pour tous les travaux complétés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été complétés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
 - b. le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, pour les travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement; et
 - c. les frais liés à la résiliation des travaux engagés par l'entrepreneur, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement obligé de leur verser.
3. Le Canada peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des travaux, si après inspection, elle ne satisfait pas aux exigences du contrat.
4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

**2035 31 (2008-05-12) Comptes et vérification**

1. L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres appropriés sur les coûts des travaux ainsi que des dépenses et engagements effectués à l'égard de ces travaux, et il doit conserver les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il doit conserver ces registres, y compris les connaissements et les autres preuves de transport ou de livraison, pour toutes les livraisons faites en vertu du contrat.
2. Si le contrat comprend des paiements pour le temps consacré par l'entrepreneur, ses employés, ses représentants, ses agents ou ses sous-traitants à l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit tenir un registre du temps réel consacré chaque jour par chaque individu à l'exécution de toute partie des travaux.
3. L'entrepreneur, à moins d'avoir obtenu le consentement écrit du Canada pour leur disposition, doit conserver ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives pendant six (6) ans après le dernier paiement effectué en vertu du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates. Durant ce temps, l'entrepreneur doit mettre ces documents à la disposition des représentants du Canada pour vérification, inspection et examen. Les représentants du Canada pourront tirer des copies et prendre des extraits des documents. L'entrepreneur doit mettre à leur disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournir les renseignements que les représentants du Canada lui demandent à l'occasion en vue d'effectuer une vérification complète du contrat.
4. Le montant réclamé en vertu du contrat, calculé conformément à la base de paiement dans les articles de convention, pourra faire l'objet d'une vérification du gouvernement avant et après le versement du montant. Si une vérification a lieu après le versement, l'entrepreneur convient de rembourser immédiatement tout montant excédentaire sur demande du Canada. Celui-ci peut retenir, déduire et prélever tout crédit dû en vertu du présent article et impayé de tout montant que le Canada doit à l'entrepreneur (y compris en vertu d'autres contrats). Si, à quelque moment que ce soit, le Canada n'exerce pas ce droit, il ne le perd pas.

2035 32 (2008-05-12) Droit de compensation

Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Canada peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, tout montant payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours. Canada peut, en effectuant un paiement en vertu du contrat, déduire du montant payable à l'entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.

2035 33 (2008-05-12) Avis

Tout avis prévu dans le contrat doit être donné par écrit et peut être livré personnellement, par messenger, par courrier, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui fournit un



support papier du texte de l'avis. Il doit être envoyé à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse. Tout avis destiné au Canada doit être envoyé à l'autorité contractante.

2035 34 (2008-05-12) Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la [Loi sur les conflits d'intérêts](#) 2006, ch. 9, art. 2, du *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*, du *Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique* ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du contrat.

2035 35 (2008-05-12) Pots-de-vin ou conflits

1. L'entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du contrat.
2. L'entrepreneur ne doit pas influencer ou tenter d'influencer une décision du Canada, ni y prendre part de quelque façon que ce soit, en sachant que cette décision pourrait lui profiter. L'entrepreneur ne doit avoir aucun intérêt financier dans les affaires d'un tiers qui entraîne ou semble entraîner un conflit d'intérêts relativement au respect de ses obligations en vertu du contrat. Si un tel intérêt financier est acquis pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur déclare que, au mieux de sa connaissance après s'être renseigné avec diligence, aucun conflit n'existe ni ne se manifestera probablement dans l'exécution du contrat. Si l'entrepreneur prend connaissance de quelque chose qui entraîne ou qui entraînera probablement un conflit relativement à son rendement en vertu du contrat, il doit immédiatement en faire part à l'autorité contractante par écrit.
4. Si l'autorité contractante est d'avis qu'il existe un conflit par suite de la divulgation faite par l'entrepreneur ou par suite de toute autre information portée à son attention, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur prenne des mesures pour résoudre le conflit ou pour mettre fin à celui-ci d'une façon quelconque ou, à son entière discrétion, peut résilier le contrat pour inexécution. On entend par conflit toute question, circonstance ou activité ou tout intérêt qui touche l'entrepreneur, son personnel ou ses sous-traitants et qui peut nuire ou sembler nuire à la capacité de l'entrepreneur d'exécuter le travail avec diligence et impartialité.

2035 36 (2008-05-12) Prorogation

Les obligations des parties concernant la confidentialité, les déclarations et les garanties prévues dans le contrat ainsi que les dispositions du contrat qu'il est raisonnable de présumer,



en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont prévus devraient demeurer en vigueur, demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation.

2035 37 (2008-05-12) Dissociabilité

Si toute disposition du contrat est déclarée invalide, illégale ou non susceptible d'exécution par un tribunal compétent, cette disposition disparaîtra du contrat, sans affecter aucune autre disposition du contrat.

2035 38 (2008-05-12) Successeurs et cessionnaires

Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et cessionnaires autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

2035 39 (2008-12-12) Honoraires conditionnels

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#), 1985, ch. 44 (4e suppl.).

2035 40 (2012-07-16) Sanctions internationales

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux [sanctions économiques](#).
2. L'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement aviser le Canada s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité par le Canada conformément à l'article 30.

**2035 41 (2012-11-09) Code de conduite et attestations - contrat**

1. L'entrepreneur s'engage à se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et à ses modalités. En plus de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#), l'entrepreneur doit aussi se conformer aux modalités du présent article.
2. L'entrepreneur reconnaît aussi que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions pourra donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. Si l'entrepreneur a fait une fausse déclaration dans sa soumission ou dans le cadre du contrat, ne maintient pas à jour avec diligence les renseignements exigés par les présentes, ou si l'entrepreneur ou ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des actions ou condamnations ici précisées pendant la durée du contrat, une telle fausse déclaration ou défaut de se conformer pourra donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. L'entrepreneur comprend qu'une résiliation pour manquement ne restreindra pas le droit du Canada d'exercer tout autre recours disponible à son égard, et convient de retourner immédiatement tout paiement anticipé.
3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'entrepreneur si :
 - a. l'entrepreneur ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
 - b. un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'affilié.Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.
4. L'entrepreneur doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du contrat. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.
5. L'entrepreneur atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par l'entrepreneur, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations ici précisées, en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
6. L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou



l'obtention du contrat, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#).

7. L'entrepreneur atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu du contrat. De plus, l'entrepreneur atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :
- a. l'alinéa 80(1)d (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), ou
 - b. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du [Code criminel](#) du Canada, ou
 - c. l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du [Code criminel](#) du Canada, ou
 - d. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la [Loi sur la concurrence](#), ou
 - e. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), ou
 - f. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi sur la taxe d'accise](#), ou
 - g. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), ou
 - h. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#).

2035 42 (2008-05-12) Harcèlement en milieu de travail

1. L'entrepreneur reconnaît la responsabilité du Canada d'assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. On peut trouver sur le site Web du Conseil du Trésor une copie de la [Politique sur la prévention et la résolution du harcèlement](#) qui s'applique également à l'entrepreneur.



2. L'entrepreneur ne doit pas, en tant qu'individu, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un entrepreneur ou un autre individu employé par le Canada ou travaillant sous contrat pour celui-ci, ou exercer une discrimination contre lui. L'entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'entrepreneur, l'autorité contractante déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera de toute mesure à prendre.

2035 43 (2008-05-12) Exhaustivité de la convention

Le contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

2035 44 (2012-07-16) Accès à l'information

Les documents créés par l'entrepreneur et qui relèvent du Canada sont assujettis aux dispositions de la [Loi sur l'accès à l'information](#). L'entrepreneur reconnaît les responsabilités du Canada en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) et doit, dans la mesure du possible, aider le Canada à s'acquitter de ces responsabilités. De plus, l'entrepreneur reconnaît que l'article 67.1 de la [Loi sur l'accès à l'information](#) stipule que toute personne qui détruit, modifie, falsifie ou cache un document ou ordonne à une autre personne de commettre un tel acte, dans l'intention d'entraver le droit d'accès prévu à la [Loi sur l'accès à l'information](#), est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement ou d'une amende, ou les deux.